

BIÉLORUSSIE

République du Bélarus

CAPITALE : Minsk

SUPERFICIE : 207 600 km²

POPULATION : 10 360 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Alexandre Loukachenko

CHEF DU GOUVERNEMENT : Sergueï Ling

LANGUE OFFICIELLE : biélorusse

PEINE DE MORT : maintenue

BIÉLORUSSIE

L'intensification des manifestations de l'opposition pendant l'année 1999 a donné lieu à un durcissement des mesures prises par le gouvernement du président Alexandre Loukachenko. Plusieurs personnalités de l'opposition qui avaient critiqué ouvertement le chef de l'État ont été emprisonnées pour avoir voulu exercer leur droit à la liberté d'expression et de rassemblement pacifique. Plusieurs cas de «disparitions» probables de dirigeants influents de l'opposition ont été signalés. Des opposants politiques du président de la République, ainsi que des défenseurs des droits humains, ont été victimes de manœuvres de harcèlement et d'intimidation. La peine de mort était toujours fréquemment appliquée.

Contexte

Pendant l'année 1999, des groupes d'opposition ont organisé plusieurs manifestations pacifiques contre Alexandre Loukachenko, contestant la légitimité de son maintien au pouvoir. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées à cette occasion et condamnées à de légères peines d'emprisonnement ou à des amendes. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer les brutalités policières qui auraient été commises. En 1996 Alexandre Loukachenko avait organisé un référendum qui avait débouché sur la dissolution du Parlement et qui avait été suivi, plus tard dans la même année, par un autre référendum, aux termes duquel le mandat présidentiel d'Alexandre Loukachenko avait été prolongé jusqu'en 2001, alors qu'un scrutin électoral était prévu pour 1999. Les groupes d'opposition et une grande partie de la communauté internationale ont dénoncé ce second référendum comme étant non équitable et anticonstitutionnel et considéraient donc que le mandat d'Alexandre Loukachenko à la tête du pays expirait en juillet 1999. Pour protester contre le refus du président de la République d'organiser une nouvelle élection, l'opposition a mis sur pied à l'échelle nationale une série de manifestations qui ont eu un large retentissement. Elle a notamment organisé en mai une élection présidentielle non officielle, à laquelle environ quatre millions d'électeurs auraient participé, ainsi que plusieurs manifestations de masse, en juillet et en octobre. Un grand nombre d'autres manifestations de moindre envergure ont également eu lieu à Minsk et en province.

« Disparitions » probables

Plusieurs personnalités de l'opposition pourraient avoir « disparu ». Ces « disparitions » probables ont coïncidé avec certains événements marquants de la vie politique biélorusse et les autorités n'ont guère fait preuve d'empressement pour enquêter sur ces affaires.

✓ L'ancien ministre de l'Intérieur Iouri Zakharenko aurait « disparu » en mai, dans la ville de Minsk, au début de l'élection présidentielle non officielle organisée par l'opposition. On était toujours sans nouvelles de lui à la fin de l'année. Victor Gontchar, président de la commission électorale non officielle et premier vice-président du Parlement dissous, ainsi que son compagnon, Anatoly Krassovski, auraient « disparu » à Minsk le 16 septembre trois jours avant la date à laquelle Victor Gontchar devait remettre aux membres du Parlement dissous un

Prisonniers d'opinion

Le nombre de prisonniers d'opinion a augmenté en 1999. De nombreux dirigeants de l'opposition ont fait un séjour en prison au cours de l'année, pour avoir voulu exercer leur droit à la liberté d'expression et de rassemblement pacifique. Des centaines d'arrestations ont eu lieu lors des diverses manifestations et actions organisées par l'opposition. La plupart des personnes interpellées ont été condamnées à des peines administratives d'une dizaine de jours d'emprisonnement. Certains opposants au chef de l'État ont toutefois été incarcérés plus longtemps, leurs peines pouvant atteindre plusieurs mois, voire plusieurs années.

✓ Nikolaï Statkevitch, dirigeant du Parti social-démocrate biélorusse, le défenseur des droits humains Valéry Stchoukine, député du Parlement dissous, et Anatoly Lebedko, actuel vice-président du Parlement dissous, ont été arrêtés cette année à l'issue de manifestations de l'opposition ; ils ont tous trois purgé des peines administratives.

✓ En mars, l'ancien Premier ministre Mikhaïl Tchigir a été incarcéré en raison de ses activités dans l'opposition. Il avait eu l'intention de se présenter à l'élection présidentielle non officielle prévue pour le mois de mai. Il a été inculpé de malversations financières dans le cadre de ses activités professionnelles à la tête d'une banque, accusation qu'il a rejetée. Il a été remis en liberté conditionnelle fin novembre, après huit mois de détention. À la fin de l'année, il était encore en attente de son procès. D'autres prisonniers d'opinion – comme Andreï Klimov et Vladimir Koudinov, également incarcérés sur la base de charges concernant leurs activités professionnelles – se trouvaient en détention depuis plusieurs années.

Persécution de défenseurs des droits humains

Plusieurs éminents défenseurs des droits humains ont fait l'objet, en 1999, de pressions accrues visant à les faire renoncer à leurs activités. L'inquiétude n'a fait que croître devant les manœuvres d'intimidation menées ces dernières années par les autorités à l'encontre d'un certain nombre de défenseurs des droits humains, dont les avocats Vera Stremkovskaïa, Nadejda Doudareva et Gary Pogoniaïlo (ce dernier est également vice-président du Comité Helsinki de Biélorussie).

✓ Oleg Voltchek a été inculpé en juillet de « *houliganisme malveillant* », au titre de l'article 201-2 du Code pénal biélorusse. Les charges étaient liées à sa participation à une manifestation pacifique organisée par l'opposition et au cours de laquelle il avait été interpellé et maltraité par des policiers. Oleg Voltchek dirige le centre de conseil Aide juridique à la population, ainsi qu'un comité non gouvernemental qui a exigé l'ouverture d'une enquête indépendante sur la probable « disparition » de Iouri Zakharenko.

Prisonniers d'opinion présumés

Les autorités ont cherché à restreindre les activités d'un certain nombre de militants politiques et de journalistes. Les médias indépendants ont fait l'objet, en 1999, d'une attention particulière de la part de l'État, et les pouvoirs publics ont fait peser des pressions sur certains journalistes. Les autorités ont continué d'invoquer l'article 128 du Code pénal biélorusse, relatif à la diffamation des représentants de l'État, pour harceler et faire taire les opposants et les défenseurs déclarés des droits humains. Les personnes reconnues coupables au titre de cet article sont passibles d'une peine pouvant atteindre cinq ans d'emprisonnement.

4 Au mois de juillet, Irina Halip, rédactrice en chef du journal indépendant *Imya*, a été arrêtée au siège biélorusse de la chaîne de télévision russe ORT, où elle devait accorder une interview. Son arrestation était motivée par un article paru dans *Imya*, qui, selon les autorités, était diffamant pour le procureur général de Biélorussie, Oleg Bojelko. Remise en liberté, elle a ensuite été entendue à plusieurs reprises par les autorités mais elle n'avait toujours pas été formellement inculpée à la fin de l'année.

Conditions carcérales

✓ Alexeï Chidlovski, un ancien prisonnier d'opinion libéré en février après dix-huit mois de détention, a déclaré qu'alors qu'il se trouvait au centre de détention provisoire de la ville de Jodino il avait été extrait de sa cellule tout comme d'autres détenus, puis contraint de se mettre debout contre un mur, bras et jambes écartés, dans une position pénible. Selon son témoignage, les surveillants frappaient à coups de pied ceux d'entre eux qui bougeaient ou qui tombaient. Pendant ce temps, d'autres surveillants inondaient les cellules d'eau froide avant d'obliger les détenus à retirer leurs chaussures et leurs chaussettes et à vider les cellules à l'aide de tasses. Toujours selon le témoignage d'Alexeï Chidlovski, les détenus disposaient de vingt à trente minutes pour vider les cellules, sous peine de devoir répéter l'exercice.

Peine de mort

La peine de mort a continué d'être fréquemment appliquée. Au mois d'août, le président de la Cour suprême de Biélorussie, Valiantsine Soukala, a annoncé lors d'une conférence de presse que 29 personnes avaient été exécutées au cours des sept premiers mois de l'année. Le secret qui entoure tout ce qui touche à la peine capitale en Biélorussie restait très préoccupant. Les informations concernant la peine de mort sont classées secret d'État et la famille du condamné n'est informée ni du lieu ni de la date de l'exécution, même après celle-ci.

✓ En juillet, la mère d'Anton Bondarenko, un condamné à mort dont l'appel avait été rejeté, a déclaré que les autorités carcérales refusaient de lui communiquer la date prévue pour l'exécution de son fils. Elle se rendait tous les jours, depuis plusieurs semaines, à la prison où était incarcéré ce dernier, pour s'assurer qu'il était encore en vie. Le 14 juillet, en compagnie d'une amie, elle a participé à une manifestation à proximité du palais présidentiel, dans l'espoir d'obtenir la commutation de sa peine. Elle a été arrêtée par la police et placée en garde à vue pendant trois heures. Anton Bondarenko a été exécuté dix jours plus tard, le 24 juillet.

Organisations non gouvernementales et presse indépendante

En application d'un décret présidentiel du mois de janvier, tous les partis politiques, syndicats et autres organisations non gouvernementales (ONG) ont été contraints de renouveler leur agrément auprès des autorités. Selon les membres de l'opposition, cette mesure visait à museler les organisations les plus critiques. Un certain nombre d'ONG se sont vu refuser leur agrément.

Plusieurs journaux indépendants de premier plan qui avaient adopté une position critique à l'égard du gouvernement n'ont pas non plus obtenu le renouvellement de leur agrément. Parallèlement, d'autres journaux ont été fermés pour fraude fiscale présumée ou après avoir perdu des procès en diffamation coûteux qui leur avaient été intentés pour avoir critiqué des personnalités du gouvernement. Le harcèlement de la presse indépendante a suscité une vive réprobation à l'étranger.

Pour en savoir plus

Belarus : Vera Stremkovskaya – The continued persecution of a human rights lawyer [Biélorussie. Vera Stremkovskaïa, avocate et défenseur des droits humains : les persécutions continuent] (index AI : EUR 49/05/99).

Belarus : Torture and ill-treatment of peaceful demonstrators by the police, arbitrary arrests and prisoners of conscience [Biélorussie. Des manifestants non violents torturés et maltraités par la police ; arrestations arbitraires et prisonniers d'opinion] (index AI : EUR 49/12/99).

Belarus : Possible prisoners of conscience [Biélorussie. Des prisonniers d'opinion présumés] (index AI : EUR 49/24/99).

Biélorussie. Le cas du professeur Iouri Bandaïevski, prisonnier d'opinion présumé (index AI : EUR 49/27/99).

Préoccupations d'Amnesty International en Europe, janvier – juin 1999 (index AI : EUR 01/02/99).